

Dépôt :

Le 20 mars 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 440 bis du Code de l'enregistrement, en vue d'exonérer des droits de soulte et de retour la valeur des parts et portions des biens acquis par le copartageant attributaire de tous les biens meubles ou immeubles composant une exploitation agricole unique d'une valeur de 1.400.000 francs, n^o 979.

Interventions :

Est désigné comme *Secrétaire d'âge* [28 novembre 1946] (p. 1), [14 janvier 1947] (p. 1), [13 janvier 1948] (p. 129). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagements fiscaux, amendé par le Conseil de la République; Art. 22 : *Exonération pour le partage des successions inférieures à 1 million* [10 juin 1948] (p. 3379); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts; Art. 2 : *Son amendement relatif aux automobiles de mutilés 100 0/0* [18 septembre 1948] (p. 6666). — Dépose une demande d'interpellation sur le prix de vente de certains produits agricoles, l'écoulement normal de ces produits, leur exportation et la politique générale du Gouvernement en matière agricole [31 décembre 1948] (p. 8346). — Est nommé *Secrétaire d'âge* [11 janvier 1949] (p. 1). — Développe son interpellation sur la politique agricole du Gouvernement (*Ses observations sur le marché des pommes de terre, choux-fleurs et oignons, l'exportation nécessaire de pommes de terre en Espagne, en Angleterre et en Allemagne, le poids trop lourd de la fiscalité pour les agriculteurs*) [24 février 1949] (p. 861, 862, 863). — Dépose une demande d'interpellation sur l'importation de pommes de terre de Hollande et du Danemark [10 novembre 1949] (p. 6074). — Est nommé *Secrétaire d'âge* [10 janvier 1950] (p. 189). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les prix agricoles : *Discussion générale (Ses observations sur la mévente des pommes de terre et les expéditions de choux-fleurs en Grande-Bretagne)* [23 février 1950] (p. 1378, 1379); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur le régime fiscal des produits agricoles)* [7 décembre 1950]

(p. 8784, 8785). — Est nommé *Secrétaire d'âge* [9 janvier 1951] (p. 309). — S'excuse de son absence [30 janvier 1947] (p. 88). — Obtient un congé [30 janvier 1947] (p. 88).

GUISSOU (M. Henri), *Député de la Haute-Volta.*

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [29 mars 1949] (p. 1813). — Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer [18 janvier 1949] (p. 34), [14 mars 1950] (p. 1966), [23 janvier 1951] (p. 348).

Interventions :

Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Vote des indépendants d'outre-mer au sujet de la motion déposée par M. Le Troquer flétrissant les députés communistes* [20 octobre 1949] (p. 5883). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [10 janvier 1950] (p. 194). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur les incidents survenus en Afrique noire et particulièrement en Côte-d'Ivoire [16 février 1950] (p. 1136). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer; Art. 142 : *Son amendement tendant à assurer l'indépendance des inspecteurs du travail* [14 avril 1951] (p. 3321); Art. 144 : *Son amendement tendant à préciser les attributions des inspecteurs généraux* (p. 3322); Art. 145 : *Son amendement tendant à ne pas mentionner que les arrêtés seront pris sur proposition de l'inspecteur général du travail* (p. 3324).

GUITTON (M. Jean), *Député de la Loire-Inférieure.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948]